



## Djibouti

Cette page en : English | Français

# Djibouti Présentation

### Contexte

Le président Ismail Omar Guelleh a été réélu pour la troisième fois en avril 2011. Il a fallu pour cela amender la Constitution, qui fixait à deux le nombre de mandats possibles. Les groupes d'opposition ont boycotté le scrutin pour protester contre cette modification constitutionnelle, mais 75 % des 152 000 électeurs inscrits se sont rendus aux urnes et le président Guelleh a obtenu 80 % des suffrages exprimés. Les manifestations du début de l'année 2011, inspirées par les mouvements populaires du Printemps arabe, ont rappelé les défis du pays en termes de développement et leur rejaillissement possible sur la stabilité politique. Si le déploiement massif de forces de sécurité a empêché un emballement durable de ces manifestations, leurs causes profondes demeurent. Dans ce pays de moins de 1 million d'habitants, le chômage est élevé, et toucherait même 75 % des jeunes. Le taux de pauvreté absolue est de 40 %. Comme dans la plupart des autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'impératif est d'installer une croissance économique ne faisant pas d'exclus. Le deuxième scrutin municipal du pays, en janvier 2012, a provoqué une altération légère mais significative du paysage politique. Les partis alliés au président ont raflé la mise partout sauf à Djibouti-Ville, la capitale, qui abrite les deux tiers de la population et qui s'est dotée de son premier maire indépendant.

L'activité économique de Djibouti est repartie à la hausse en 2011 alors que le pays continuait ses travaux d'expansion de son actif le plus précieux : son port en eaux profondes à l'entrée de la mer Rouge. Le PIB réel devrait progresser de 4,4 % en 2011, contre 3,5 % en 2010, malgré la grave sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique et qui a eu des effets dévastateurs sur de larges pans de la population de la région sans perturber outre mesure l'activité du port. Avec un secteur manufacturier faible et une agriculture quasi inexistante, Djibouti s'est traditionnellement appuyé sur une économie de rente — bases militaires, revenus portuaires et aide étrangère. Au cours des dix dernières années, le gouvernement s'est activement rapproché d'investisseurs étrangers pour mieux exploiter la position stratégique du pays le long de l'une des voies navigables les plus fréquentées du monde, dans l'idée de constituer une plaque-tournante commerciale pour la Corne de l'Afrique. Le port et l'aéroport font l'objet de concessions d'exploitation, un nouveau terminal a été construit à Doraleh et une zone franche a été établie.

La croissance devrait s'accélérer encore en 2012, autour de 5 %, grâce à l'intensification prévue des activités portuaires et à une hausse considérable des investissements directs étrangers (IDE). Les principaux projets qui verront le jour en 2012 sont les suivants : un complexe aéroportuaire d'un montant estimé à 300 millions de dollars ; la deuxième phase des travaux d'agrandissement du terminal de conteneurs de Doraleh (330 millions de dollars) ; un grand chantier naval (400 millions de dollars) ; et une usine de dessalement de l'eau de mer (100 millions de dollars).

Après un ralentissement entre mai et septembre 2011, de 5,2 à 4 %, l'inflation sur douze mois a repris, atteignant 7,7 % en décembre contre 2,8 % un an auparavant. En cause surtout, l'inflation des prix alimentaires, qui a atteint un taux record de 12,3 % en décembre. Les cours alimentaires mondiaux restent le principal déterminant des prix intérieurs, Djibouti étant pratiquement totalement dépendant des importations de produits vivriers. L'inflation a reculé à 6,1 % en janvier 2012 et devrait s'établir en moyenne autour de 5 %, calée sur le cycle des cours internationaux des produits alimentaires, qui devraient céder du terrain. Une augmentation des importations — qui ont gagné 48 % — a fait grimper la balance commerciale à 36 % du PIB en 2011, contre 26 % en 2010.

L'accélération relativement modeste des exportations de services, de 20 %, n'a pas suffi pour éviter une aggravation du déficit de la balance courante, de 5,8 à 16 % du PIB. Les flux de capitaux ont progressé, de 9 à 21 % du PIB, ce qui a permis à la balance des paiements de n'afficher qu'un déficit de 1,1 % du PIB, contre 0,9 % en 2010. La balance des opérations courantes devrait rester déficitaire à moyen terme, le lancement des grands travaux prévus gonflant les importations de biens d'équipement. Ces déficits ne créeront pas de difficultés, puisqu'ils sont confortablement financés par les IDE et les emprunts extérieurs. Le montant brut des réserves a diminué, de 231 millions de dollars à fin 2010 à 228 millions de dollars un an plus tard, mais garantit toujours 3,6 mois d'importations. Il devrait se maintenir à ce niveau à court terme.



## Djibouti

Les améliorations récentes sur le front de la croissance ne se sont pas traduites en gains sur le front de l'emploi. Les débouchés sont réduits, pour plusieurs raisons : absence de secteurs économiques à fort coefficient de main-d'œuvre (tels que l'agriculture) ; médiocre productivité du travail (résultant d'un niveau d'éducation et de compétences trop bas pour répondre aux besoins du marché de l'emploi) ; et faible potentiel du travail indépendant en raison d'un accès limité au financement pour les micros et petites entreprises. Les investissements dans le port et les zones franches n'ont pour l'instant guère créé d'emplois, en grande partie du fait d'obstacles structurels et d'une pénurie de compétences. Cette situation est aggravée par la présence d'un nombre relativement important de réfugiés en provenance des pays voisins, qui fuient les conflits ou les crises écologiques et qui exercent une pression supplémentaire sur les services sociaux du pays déjà surchargés.

En dépit d'avancées en termes de scolarisation et de réduction de la mortalité, les résultats sociaux restent comparativement faibles et Djibouti ne semble pas en passe de réaliser la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à trois exceptions près sans doute : l'enseignement primaire universel, l'égalité entre les sexes et la mortalité infantile. Ce pays à déficit vivrier, totalement dépendant des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires, est extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs (flambée des prix des denrées et des carburants) et aux catastrophes naturelles (inondations ou, récemment, sécheresse). En janvier 2007, le gouvernement a lancé l'Initiative nationale pour le développement social (INDS) afin de relever ses défis économiques et sociaux. L'INDS cherche à promouvoir l'accès aux services sociaux de base et à améliorer la qualité et l'efficacité de leur prestation. Elle entend aussi moderniser le processus de production économique en vue de réduire un chômage omniprésent.

L'amélioration de la gouvernance est l'un des principaux piliers du développement et de la réduction de la pauvreté. Comme le reste de la région, Djibouti a ressenti les effets du Printemps arabe, des voix s'élevant pour réclamer plus d'intégration économique et politique, malgré les programmes sociaux du gouvernement. Des réformes seront indispensables pour répondre aux défis écologiques et économiques du pays mais aussi pour garantir des perspectives d'emploi dignes de ce nom et un avenir durable.

### Stratégie

En réaction à la crise provoquée par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, la Banque mondiale a octroyé une aide d'urgence à Djibouti. Afin d'enclencher une reprise économique et augmenter la résilience à la sécheresse, quatre projets ont fait l'objet en 2011 de financements additionnels octroyés à travers le Mécanisme de riposte aux crises (CRW) :

- Filet de sécurité pour l'emploi et le capital humain – coût total : 8,6 millions dollars dont 5 millions apportés par le CRW ;
- Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) – coût total : 6,2 millions de dollars dont 3,5 millions apportés par le CRW ;
- Développement des communautés rurales et mobilisation de l'eau – coût : 7,8 millions de dollars dont 2 millions apportés par le CRW ;
- Dons d'urgence dans le secteur de l'énergie – coût : 2,7 millions de dollars apportés par le CRW.

Une aide d'urgence de ce type avait déjà été fournie en 2008 à travers l'Aide financière aux politiques de développement pour répondre à la crise alimentaire (5 millions de dollars) en appui au programme du gouvernement destiné à atténuer l'impact de la flambée des prix alimentaires sur les pauvres tout en préservant la stabilité budgétaire.

Depuis 1980, date des premiers contacts avec la Banque mondiale, la priorité est allée à une aide d'urgence avec la volonté, à long terme, de favoriser une croissance économique soutenue et la lutte contre la pauvreté à Djibouti.

La Banque mondiale apporte son appui par le biais de l'Association internationale de développement (IDA). Tous les projets de l'IDA mis en place dans ce pays sont financés par des dons.

En mai 2009, la Banque mondiale a approuvé la deuxième stratégie d'aide-pays pour la période 2009-2012. Élaborée en étroite partenariat avec les autorités nationales, elle s'articule autour des trois objectifs stratégiques de l'INDS :



## Djibouti

1. soutenir la croissance économique : la Banque appuie les initiatives du gouvernement pour conforter l'environnement des affaires, en s'attachant aux contraintes et aux coûts qui freinent le développement du secteur privé, surtout dans le secteur de l'énergie, des télécommunications et de la finance ;
2. soutenir l'accès aux services sociaux de base et au développement humain : la Banque aide Djibouti à élargir l'accès à des services d'éducation et de santé de qualité, à renforcer la protection sociale et à orienter l'aide vers les populations pauvres ;
3. soutenir la gouvernance et la gestion du secteur public : la Banque continue de participer au dialogue sur les politiques et à apporter son aide technique pour conforter le processus budgétaire et améliorer le suivi et l'évaluation.

Le portefeuille actuel (mars 2012) comprend quatre projets représentant un engagement total d'une valeur nette de 47 millions de dollars et se focalisant sur la santé, l'énergie, le développement des communautés rurales et la réduction de la pauvreté urbaine.

La Banque mondiale est aussi en train de préparer un rapport consacré à la définition d'un « nouveau modèle de croissance pour Djibouti » et identifiant les secteurs susceptibles de doper la croissance et de créer des emplois. Ce rapport sera la contribution maîtresse au plan de développement à long terme des autorités pour lutter contre un chômage extrêmement élevé dans l'objectif ultime de réduire la pauvreté.

Djibouti bénéficie aussi d'une garantie de la MIGA pour un montant de 427 millions de dollars concernant le développement, la conception, la construction, la gestion, le fonctionnement et la maintenance du terminal de conteneurs de Doraleh. En améliorant les installations destinées aux porte-conteneurs, ce projet vise à augmenter le trafic portuaire et à offrir de nouvelles opportunités d'investissement et de croissance, en incitant notamment plus de pays africains à utiliser le port de Doraleh comme point d'accès.

### Résultats

Face à la sécheresse sévère dans la Corne de l'Afrique, la Banque mondiale a été en mesure de fournir des fonds d'urgence pour des projets ayant un impact immédiat et d'accélérer leur mise en œuvre.

Mais la Banque intervient auprès de Djibouti depuis 30 ans et gère un large éventail de projets dans différents secteurs. Voici un aperçu de certains résultats obtenus.

Croissance: l'aide de l'IDA dans ce domaine a été conçue pour aider Djibouti à : (i) réformer les dépenses publiques, notamment en réduisant la part insoutenable de la masse salariale ; (ii) restructurer le secteur des services publics pour accroître la compétitivité et améliorer l'accès des populations pauvres ; et (iii) développer le secteur des transports pour faire du port de Djibouti un vecteur de croissance et d'emplois. Cela s'est traduit par une accélération de la croissance, à 4,8 % en 2006, 5,3 % en 2007 et 5,9 % en 2008.

Éducation: grâce à des projets financés par l'IDA, le taux brut de scolarisation en primaire est passé de 52 % en 2005 à 68 % début 2008, filles comprises, et le taux de redoublement à ce niveau a été ramené de plus de 10 % en 2005 à 4 % en 2008.

Santé: les projets financés par l'IDA ont entraîné une augmentation de la proportion de naissances dans des établissements de santé, de 40 % en 2002 à 93 % en 2008, et de la vaccination des enfants de 12 à 23 mois de 45 à 71 % sur la même période. La prévalence du VIH chez les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans a reculé, passant de 2,7 % en 2002 à 2,1 % en 2007. Chez les patients traités pour des infections sexuellement transmissibles, le recul est de 22 à 12,6 % sur la même période.

### Partenaires

Djibouti bénéficie du soutien d'un groupe restreint de donateurs bilatéraux dont la France, les États-Unis, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Koweït, auquel s'ajoutent des donateurs multilatéraux comme le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement, la Commission européenne, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, les agences des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La dernière stratégie d'aide de la Banque mondiale pour Djibouti a été élaborée en étroite concertation avec la communauté des donateurs et a pour ambition de compléter leurs efforts.

Une facilité élargie de crédit avec le FMI, qui a libéré 19,8 millions de dollars pour Djibouti, devrait prendre fin en juin 2012. Grâce à une évaluation positive des cibles atteintes, le pays devrait être éligible à un second programme du FMI et avoir l'occasion de négocier un allègement de sa dette extérieure avec le Club de Paris.

### Avril 2012

Tous les montants en dollars sont des équivalences en dollars U.S.